

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/TBT/W/171

17 janvier 2002

(02-0214)

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: espagnol

OBSERVATIONS SUR LES NOTIFICATIONS G/TBT/N/EEC/6 ET 7 DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Communication de l'Argentine

1. S'agissant des communications présentées par les Communautés européennes au sujet de la "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés" (COM(2001)425 final), notifiée dans les documents G/TBT/N/EEC/6 et Corr.1, ainsi que de la "Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés et modifiant la Directive 2001/18/CE" (COM(2001)182), notifiée dans les documents G/TBT/N/EEC/7 et Corr.1, l'Argentine souhaite faire les observations suivantes.

2. Certaines dispositions des propositions de règlement ne sont ni conformes à l'Accord sur les obstacles techniques au commerce ou à l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, ni compatibles avec ceux-ci. Dans l'ensemble, les propositions des Communautés européennes contiennent des dispositions qui sont discriminatoires et disproportionnées et créent des obstacles non nécessaires au commerce international. Les préoccupations de l'Argentine sont les suivantes:

- i) On part d'hypothèses qui, sans éléments scientifiques à l'appui, prétendent étayer la présomption injustifiée selon laquelle les denrées alimentaires contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM) sont dangereuses.
- ii) On considère que la traçabilité garantit en soi l'innocuité des produits alimentaires.
- iii) On accorde aux produits contenant des OGM ou fabriqués à partir d'OGM un traitement différent de celui dont bénéficient les autres produits, notamment du fait qu'il n'est jamais possible de parvenir à une certitude scientifique absolue.
- iv) Certaines des règles énoncées dans les propositions de règlement sont très difficiles à mettre en œuvre et constituent une charge extrêmement lourde pour les pays en développement.
- v) Les règlements communautaires laissent la possibilité d'introduire dans l'évaluation des risques "d'autres facteurs" en écartant les preuves scientifiques ou en les minimisant.

3. L'Argentine se réserve le droit de développer la présente communication et de formuler toutes les observations qu'elle jugera pertinentes concernant les propositions des Communautés européennes en la matière, dans l'enceinte qu'elle estimera appropriée.

./.

4. L'Argentine remercie les Communautés européennes d'avoir ménagé la possibilité de formuler des observations au sujet des documents susmentionnés, et apprécierait qu'elles en tiennent compte pour améliorer les propositions, notamment en ce qui concerne leur compatibilité avec les accords mentionnés.
